



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION,
DE L'INTEGRATION, DE L'IDENTITE NATIONALE
ET DU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

25 JUIN 2008

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale
et du développement solidaire,

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi,

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche

à

Madame et Messieurs les Préfets de région,

Mesdames et Messieurs les Directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la
formation professionnelle

Mesdames et Messieurs les Préfets de département,

Mesdames et Messieurs les Directeurs départementaux du travail et de la formation
professionnelle

Monsieur le Directeur général de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des
migrations (ANAEM)

Monsieur le Directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

Circulaire N° NOR/IMI/G/08/00029/C du 25 juin 2008 relative à l'organisation de
l'immigration professionnelle.

Résumé : la présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre des instruments juridiques de l'immigration professionnelle au niveau local. Il est demandé à tous les préfets de désigner, avant le 10 juillet 2008, un référent chargé du suivi des questions d'immigration professionnelle. Des objectifs quantitatifs sont assignés aux préfets pour la délivrance de la carte "compétences et talents". Il est demandé aux préfets de région d'organiser avant le 20 juillet 2008 une réunion de présentation des instruments juridiques de l'immigration professionnelle.

Références :

- Décret n°2007-801 du 11 mai 2007 relatif aux autorisations de travail délivrées à des étrangers, à la contribution spéciale due en cas d'emploi d'un étranger dépourvu d'autorisation de travail et modifiant le code du travail,
- Arrêté du 18 janvier 2008 relatif à la délivrance, sans opposition de la situation de l'emploi, des autorisations de travail aux étrangers non ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération helvétique,

- Circulaire DPM/DMI2/2007/323 du 22 août 2007 relative aux autorisations de travail,
- Circulaire NOR IMIN07/00011/C du 20 décembre 2007 relative aux autorisations de travail délivrées aux ressortissants des nouveaux Etats membres de l'Union européenne pendant la période transitoire et des Etats tiers, sur la base de listes de métiers connaissant des difficultés de recrutement,
- Circulaire NOR IMIN08/00012/C du 07 janvier 2008 relative à l'application de l'article 40 de la loi n°2007-1631 du 20 novembre 2007 relatif à la délivrance de cartes de séjour portant la mention "salarié" au titre de l'admission exceptionnelle au séjour et circulaire NOR/IMI/G/08/00019/C du 8 février 2008 relative à l'admission exceptionnelle au séjour des étrangers par le travail (article 40 de la loi n°2007-1631 du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile),
- Circulaire NOR IMIG08/00017/C du 1^{er} février 2008 relative aux conditions de délivrance de la carte de séjour "compétences et talents", ensemble la délibération de la commission nationale des compétences et des talents en date du 11 décembre 2007,
- Circulaire N° NOR/IMI/I/08/00023/C du 3 mars 2008 - Présentation des dispositions relatives à l'exercice d'une activité salariée contenues dans la loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile.

1 - Rappel du dispositif général.

La lettre de mission adressée par le Président de la République et le Premier ministre au ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire a fixé comme objectif d'accroître l'immigration professionnelle, laquelle a vocation à constituer, à terme, 50 % des flux migratoires à fins d'installation durable en France.

La politique de l'immigration constitue également un des axes prioritaires de la Présidence française de l'Union européenne.

La volonté du gouvernement est de favoriser l'immigration professionnelle en France, d'attirer les talents étrangers, de leur permettre d'enrichir leur expérience professionnelle et de contribuer au développement économique de la France et, à terme, de leur pays d'origine, et de répondre aux besoins des entreprises françaises dans une stratégie où les pays d'origine comme la France doivent trouver avantage au développement d'une migration circulaire.

Des réunions ont d'ores et déjà été organisées par nos ministères avec les différents partenaires concernés (entreprises de recrutement, fédérations professionnelles, administrations de l'emploi et de la formation professionnelle, ANPE, APEC, ANAEM).

Il convient à présent de donner l'impulsion nécessaire à la mise en œuvre de cette nouvelle politique d'immigration dans les régions et les départements.

.../...

Afin de mener à bien les actions de sensibilisation qu'il vous est demandé d'entreprendre, un guide sur l'immigration professionnelle vous est transmis en annexe 1 à cette circulaire. Il recense les principales mesures instituées par les lois du 24 juillet 2006 et du 20 novembre 2007. Ce guide se compose de fiches de présentation des nouvelles mesures en matière d'immigration professionnelle destinées aux usagers. **Il vous appartient d'en assurer la plus large diffusion auprès des publics concernés.** Ce guide, destiné à l'usage de vos services, est accompagné de deux dépliants :

- l'un destiné aux employeurs potentiels,
- l'autre aux étrangers résidant régulièrement en France et souhaitant y travailler.

Ces documents vous sont adressés parallèlement sous format électronique afin que vous puissiez en renouveler l'impression autant que de besoin.

Afin de relayer et de compléter l'information ainsi dispensée, la mobilisation des services de l'Etat est indispensable. Pour la faciliter, **nous vous demandons de désigner un référent qui sera chargé, sous votre autorité, du suivi de ces questions.** Pour illustrer l'importance de cette mission, vous pourriez, par exemple, la confier au secrétaire général de la préfecture ou au secrétaire général aux affaires régionales.

Chaque préfet nous fera connaître le nom du référent ainsi désigné au plus tard pour le 10 juillet prochain.

En complément de cette action d'information générale, il est demandé aux préfets d'organiser des actions de communication en direction des publics spécifiquement visés par les nouvelles dispositions, dont ils trouveront le détail ci-après.

2 - La promotion de la carte "compétences et talents" :

Il vous appartient d'assurer en priorité la promotion de la carte "compétences et talents". A cet effet, vous donnerez instruction à vos services de fournir à tout étranger désireux d'obtenir une carte de séjour pour motif professionnel - et notamment aux étudiants qui se présentent en préfecture pour obtenir un changement de statut - et qui paraît susceptible d'en remplir les conditions de délivrance, une information circonstanciée sur les avantages liés à la carte "compétences et talents".

Vous trouverez en annexe 2 les objectifs quantitatifs que nous vous assignons pour l'année 2008. Certains départements ne sont pas concernés au titre de l'année 2008 par ces objectifs chiffrés. Cette situation est toutefois susceptible d'être revue pour l'année 2009.

.../...

3 - Les publics visés

31 - Les étudiants

Les étudiants étrangers, et tout particulièrement ceux inscrits en dernière année de master ou en doctorat, doivent constituer la cible privilégiée de votre action.

A cet effet, vous vous rapprocherez des instances universitaires et des responsables des divers établissements d'enseignement supérieur implantés dans votre département. Il vous est demandé d'organiser en collaboration avec le recteur et les présidents d'université des réunions d'information des étudiants étrangers sur les possibilités qui leur sont offertes par les nouveaux instruments juridiques de l'immigration professionnelle.

Cette communication portera principalement sur les facilités nouvelles offertes en matière d'emploi aux étudiants étrangers, à l'issue de leur scolarité :

311 - Carte portant la mention "compétences et talents"

Vous présenterez d'abord, à cette occasion, la carte de séjour portant la mention "compétences et talents", qui peut être accordée à l'étranger susceptible de participer, du fait de ses compétences et de ses talents, de façon significative et durable au développement économique, au développement de l'aménagement du territoire ou au rayonnement, notamment intellectuel, scientifique, culturel, humanitaire ou sportif de la France et du pays dont il a la nationalité. Un étudiant étranger porteur d'un projet qui répond à cette définition, que ce projet s'inscrive dans l'exercice d'une activité salariée ou indépendante, a vocation à se voir délivrer ce titre s'il remplit les critères définis par la délibération du 11 décembre 2007 de la commission nationale des compétences et des talents (Journal officiel du 28 décembre 2007) et rappelés par la circulaire du 1^{er} février 2008 citée en référence.

312 - Délivrance, sans opposition de la situation de l'emploi, aux étudiants ayant achevé leur cursus d'études par l'obtention d'un diplôme de niveau au moins équivalent au master d'une autorisation provisoire de séjour de six mois pour recherche d'emploi et accès à cet emploi

Vous rappellerez la possibilité pour tout étudiant titulaire d'un master de se voir délivrer une autorisation provisoire de séjour pour une durée de six mois, afin de rechercher et, le cas échéant, de commencer à exercer une activité professionnelle salariée en rapport avec son diplôme et rémunérée à 1,5 fois le SMIC qui pourra se poursuivre à l'expiration de cette autorisation provisoire de séjour.

313 - Accès, sans opposition de la situation de l'emploi, à l'un des métiers figurant sur la liste annexée à l'arrêté du 18 janvier 2008 relatif à la délivrance, sans opposition de la situation de l'emploi, des autorisations de travail aux étrangers non ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse :

.../...

Cette possibilité est offerte à tous les étudiants, quel que soit leur niveau de diplôme.

314 - Possibilité, pour les étudiants ressortissants d'un nouvel Etat membre de l'Union européenne titulaires d'un master, d'exercer un emploi sans avoir à solliciter une autorisation de travail

Ces réunions seront l'occasion de rappeler que les étudiants ressortissants d'un nouvel Etat membre de l'Union européenne soumis à période transitoire qui sont titulaires d'un master sont dispensés de l'obligation de détenir un titre de séjour pour l'exercice d'une activité professionnelle.

De manière plus pérenne, ces réunions d'informations seront complétées par la remise du guide sur l'immigration professionnelle aux bureaux d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants créés par la loi du 10 août 2007 relative à l'autonomie des universités ou, lorsque ces bureaux n'ont pas encore été mis en place, aux services communs universitaires d'information et d'orientation. Ces bureaux sont notamment chargés de diffuser aux étudiants une offre variée de stages et d'emplois, en lien avec les formations proposées par l'université, ainsi que d'assister les étudiants dans leur recherche de stages et d'un premier emploi.

Afin de ne négliger aucun circuit de diffusion de l'information, vous vous rapprocherez également des associations d'étudiants et leur remettrez le guide sur l'immigration professionnelle.

32 - Les scientifiques

Les étrangers titulaires d'une carte de séjour portant la mention "scientifique" peuvent également prétendre à la délivrance d'une carte portant la mention "compétences et talents", notamment s'ils sont porteurs d'un projet de recherche dont la durée de réalisation, dans le domaine des sciences de la vie par exemple, est susceptible de s'étendre sur plusieurs années.

Vous procéderez par conséquent de la même manière que pour les étudiants en prenant l'attache des laboratoires de recherche, publics ou privés, présents au niveau local, afin de dispenser une information qui sera davantage centrée sur les conditions d'attribution et les avantages de la carte portant la mention "compétences et talents".

33 - Les salariés en mission

S'agissant des salariés en mission, qui sont appelés à travailler au sein de sociétés appartenant à un groupe, vous assurerez un contact régulier avec les directeurs des ressources humaines d'entreprises appartenant à un groupe situées dans votre département, ainsi qu'avec les cabinets d'avocats, cabinets de recrutement et cabinet d'expertise comptable qui assurent la gestion du recrutement des personnels de certaines de ces entreprises.

.../...

34 - Les saisonniers

Les métiers saisonniers ne figurent pas sur les listes des métiers en tension établies par les arrêtés du 18 janvier 2008 précités.

Indépendamment des accords de main d'œuvre existant avec le Maroc et la Tunisie, la loi du 24 juillet 2006 a créé une nouvelle carte de séjour temporaire d'une durée maximale de trois ans, portant la mention "travailleur saisonnier". Il y a lieu de considérer que cette loi s'applique "erga omnes" et concerne donc tous les ressortissants des pays tiers (sauf les Algériens). Vous mettrez à profit les échanges que ces travailleurs saisonniers sont appelés à avoir avec les diverses administrations concernées (DDTEFP, ANAEM) pour les informer de leurs droits à se voir délivrer cette carte de séjour. Cette carte sera disponible sur le système Agdref fin juin 2008. Il vous est demandé de prendre toutes les dispositions afin d'en assurer la délivrance effective aux étrangers qui remplissent les conditions de son obtention.

35 - Les salariés étrangers déjà présents en France

351 - Je vous rappelle que les étrangers qui sollicitent de votre part une admission exceptionnelle au séjour au titre du travail verront leur situation traitée conformément aux dispositions de l'article L. 313-14 du CESEDA et des circulaires des 7 janvier et 8 février 2008.

36 - Le cas particulier des accords bilatéraux de gestion concertée des flux migratoires :

361 - *Les accords bilatéraux de gestion concertée des flux migratoires sont au nombre de cinq (Bénin, Congo, Gabon, Sénégal, Tunisie)*

Par dérogation au dispositif de droit commun, ces accords bilatéraux prévoient, une liste de métiers ouverts aux ressortissants de ces pays sur l'ensemble du territoire national. Vous vous réfèrerez à l'annexe 3, qui énumère par accord ces métiers.

Ces listes de métiers vous conduiront à ne pas opposer la situation de l'emploi aux demandes d'autorisation de travail déposées par des ressortissants des pays cosignataires de ces accords, qu'elles émanent d'étrangers ayant le statut d'étudiant ou celui de salarié.

Mais ces accords ne seront applicables qu'après leur ratification. Nous vous ferons connaître le calendrier de ratification de chacun de ces accords.

362 - *Certains de ces accords prévoient en outre des dispositions plus favorables que la loi nationale en matière de délivrance à certains étudiants étrangers de l'autorisation provisoire de séjour pour recherche d'emploi. Un tableau récapitulant ces assouplissements est annexé à la présente circulaire (annexe 4).*

.../...

Ces accords ne seront applicables qu'après leur ratification. Il vous est toutefois demandé, à l'occasion de la présentation du dispositif concernant les étudiants, d'évoquer leur existence et leur contenu.

363 - *Les accords jeunes professionnels* : la France a conclu un accord "jeunes professionnels" avec l'Argentine, la Bulgarie, le Canada, l'Estonie, les Etats-Unis, la Hongrie, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, la Roumanie, le Sénégal, la Slovaquie et la Tunisie. Ces accords ont pour objet de favoriser des mouvements temporaires de travailleurs d'une durée de 3 à 12 mois avec une possibilité de prolongation jusqu'à 18 mois.

Les accords bilatéraux de gestion concertée des flux migratoires comportent également un volet relatif à l'échange de jeunes professionnels. **Il vous appartiendra d'en faire connaître la teneur, sans anticiper pour autant leur mise en œuvre s'ils ne sont pas encore ratifiés.**

4 - Principes d'organisation administrative de l'immigration professionnelle.

41 - Information sur les offres d'emploi ouvertes sans opposition de la situation de l'emploi

Pour apporter l'information dans les pays d'origine, l'ANPE s'est engagée à constituer une liste, consolidée au niveau national, des offres d'emploi disponibles sur les métiers pour lesquels la situation de l'emploi n'est pas opposable. Cette liste qui fera l'objet d'une expérimentation, sera ensuite alimentée régulièrement par extraction des offres d'emploi correspondant aux critères déterminés. Cette liste sera accessible aux ambassadeurs, aux institutions nationales, aux services publics de l'emploi des pays d'origine, qui pourront être en charge de trouver des candidats pertinents pour ces offres ainsi qu'à l'ANAEM afin de sécuriser l'instruction des dossiers et des procédures administratives.

Pour conduire les actions de communication qu'il vous est demandé d'engager, l'ANPE mettra à votre disposition des informations pertinentes sur les offres d'emploi accessibles aux étrangers (exemples d'offres d'emploi, listes des métiers à potentiel de recrutement avéré...) afin de donner un caractère concret à vos interventions.

42 - Rôle des préfets de région

421 - A l'échelon déconcentré, un rôle particulier sera dévolu aux préfets de région en matière d'organisation et de coordination. Il leur est notamment demandé d'élaborer une synthèse régionale des actions entreprises ou à entreprendre par les préfets de département ainsi que de proposer des améliorations des actions déjà engagées.

Une coordination de l'ensemble des départements sera mise en place selon un rythme semestriel afin de procéder à l'évaluation du dispositif local. Le préfet de région est en charge du pilotage général du dispositif et peut intervenir à tout moment dans sa mise en œuvre.

.../...

422 - *Afin d'assurer une efficacité optimale dans la diffusion de l'information*, il est demandé aux préfets de région de réunir, avant le 20 juillet 2008, les administrations concernées (DRTEFP, délégations territoriales de l'ANAEM, recteurs et présidents d'université), les partenaires du service public de l'emploi, les représentants des employeurs et des organisations syndicales, les différentes chambres consulaires ainsi que des associations représentant les étrangers. Cette réunion permettra une première prise de contact et sera l'occasion de rappeler quels sont les instruments juridiques de l'immigration professionnelle.

423 - *S'agissant de l'amélioration du système des listes de métiers en tension*, les préfets de région intégreront cette question au diagnostic sur le marché de l'emploi local conduit dans le cadre du conseil régional de l'emploi. Ils s'appuieront notamment sur l'ANPE afin de préserver au niveau national une homogénéité de la méthode fondée sur les données disponibles.

Les préfets de région enrichiront cette analyse par un dialogue régulier avec les fédérations professionnelles, les cabinets de recrutement, les entreprises de travail temporaire et les organisations syndicales et patronales afin de recueillir leur avis et propositions éventuelles sur les besoins prévisionnels de main d'œuvre et les métiers pour lesquels existent des difficultés persistantes de recrutement. Ces réunions serviront également de forums d'information sur les possibilités offertes par les nouveaux instruments juridiques de l'immigration professionnelle. Elles offriront enfin l'occasion d'amorcer l'actualisation de la liste des métiers par région.

Les conseils régionaux de l'emploi, créés par la loi du 13 février 2008, constitueront un partenaire privilégié de l'action des préfets de région.

Les préfets de région adresseront après avis du conseil régional de l'emploi, sous le présent timbre, aux ministres chargés de l'immigration et de l'emploi, pour le 30 novembre 2008, leurs propositions de modification de l'arrêté du 18 janvier 2008 portant liste des métiers ouverts, sans opposition de la situation de l'emploi, aux ressortissants des pays n'appartenant pas à l'Union européenne.

43 - Statistiques

Un tableau de bord recensant les actions entreprises et leurs résultats vous sera demandé en fin d'année. Vous en trouverez ci-joint le modèle (annexe 5).

* *

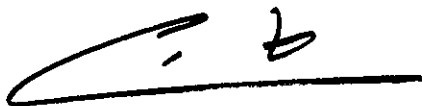
*

Vous veillerez à l'application stricte des instructions contenues dans cette circulaire.

.../...

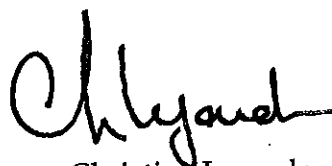
Vous ne manquerez pas de nous signaler toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans cette application. Le bureau de l'immigration professionnelle du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire (Mme Sabine Roussely au 01 40 56 56 49, sabine.roussely@iminidco.gouv.fr) est votre correspondant permanent à cet égard et fera le lien avec les services compétents des deux autres ministères.

Le ministre de l'immigration,
de l'intégration, de l'identité nationale
et du développement solidaire




Brice Hortefeux

La ministre de l'économie,
de l'industrie et de l'emploi



Christine Lagarde

La ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche



Valérie Pécresse



PRESENTATION DES MESURES ORGANISANT L'IMMIGRATION PROFESSIONNELLE

Pour répondre aux besoins de recrutement de certains secteurs économiques, la France a souhaité mieux organiser l'immigration professionnelle et faciliter l'accès de ressortissants étrangers à des métiers choisis.

Ces mesures doivent contribuer au développement économique, scientifique et culturel de la France tout en préservant les intérêts des pays d'origine.

Vous trouverez ci-après un descriptif concis de ces instruments juridiques.



SOMMAIRE

La carte <i>compétences et talents</i>	page 1
Les cartes <i>salarié et travailleur temporaire</i>	page 5
La carte <i>salarié en mission</i>	page 9
La carte <i>salarié en mission</i> pour les cadres dirigeants ou de haut niveau.....	page 13
La carte <i>travailleur saisonnier</i>	page 15
La carte de <i>séjour temporaire portant la mention scientifique</i> ..	page 19
L'accès au travail des étudiants étrangers.....	page 21
Suppression du caractère préalable de la visite médicale..	page 25
Adresses utiles	page 27



LA CARTE

« COMPÉTENCES ET TALENTS »

Le bénéficiaire

L'étranger susceptible de participer, du fait de ses compétences et de ses talents, de façon significative et durable, au développement économique et au rayonnement de la France et du pays dont il a la nationalité et qui peut présenter à cette fin un projet

Le titre délivré

Une carte *compétences et talents* d'une durée de 3 ans renouvelable

La procédure

Le demandeur dépose un dossier auprès du consulat (s'il réside à l'étranger) ou de la préfecture (s'il réside en France)

I. LES DISPOSITIONS

Articles [L. 315.1](#) et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

II. LE BÉNÉFICIAIRE

L'étranger résidant hors de France et celui résidant [régulièrement](#) en France peuvent demander la carte *compétences et talents*. La décision de délivrance de la carte est alors prise par l'ambassadeur de France dans le pays dans lequel réside l'étranger, ou par le préfet du département du lieu de résidence.

Ce régime n'est pas applicable aux ressortissants algériens car ceux-ci sont régis par un accord particulier.

III. LE TITRE DÉLIVRÉ

La carte *compétences et talents* [permet au demandeur d'exercer toute activité professionnelle de son choix en lien avec son projet ou son activité](#).

Les membres de la famille du titulaire ne sont pas soumis à la procédure du regroupement familial. [Ils sont munis d'une carte *vie privée et familiale* qui leur permet de travailler](#).

IV. LA PROCÉDURE

1. Le lieu de dépôt de la demande dépend du lieu de résidence de l'étranger

Résidant à l'étranger, il présente sa demande auprès du [consulat de France](#), en même temps qu'une demande de visa. [Le consulat délivre alors un reçu unique valant quittance et accusé de réception](#).

Résidant en France, il présente sa demande auprès de la [préfecture](#) de son domicile, au plus tard quatre mois avant l'expiration de son titre de séjour. [Une attestation de dépôt, qui ne vaut pas autorisation de séjour, lui est alors remise](#).

L'étranger auquel a été délivrée la carte *compétences et talents*, s'il est ressortissant d'un pays de la [zone de solidarité prioritaire](#), doit apporter son concours à une action de coopération ou d'investissement économique avec son pays d'origine pendant son séjour en France et est tenu de transmettre à la préfecture de son domicile, dans les six mois suivant la délivrance du titre de séjour, un projet de participation à l'une de ces actions.

Si l'étranger est ressortissant d'un pays de la [zone de solidarité prioritaire](#) qui n'a pas conclu avec la France un accord de partenariat pour le codéveloppement, le demandeur doit, lors du dépôt de sa demande, souscrire [l'engagement de retourner dans son pays d'origine](#) au terme d'une période maximale de six ans à compter de la délivrance de la carte *compétences et talents*.

2. La composition du dossier

Il comporte la présentation du projet, le curriculum vitae du demandeur, la copie des diplômes et titres les plus élevés, la justification fiscale de ses revenus et un extrait de casier judiciaire du ou des pays où le demandeur a résidé pendant les 3 dernières années.

Le consulat ou la préfecture procède à l'évaluation du projet en tenant compte des critères de délivrance déterminés par [la Commission nationale des compétences et des talents](#) (Journal Officiel du 28 décembre 2007), après avoir entendu l'étranger s'il l'estime utile.

Le délai d'examen du dossier est d'un [mois](#).

Lorsque la décision est positive : [l'autorité consulaire délivre un visa pour un séjour d'une durée supérieure à 3 mois et remet également au demandeur, une lettre de délivrance de la carte *compétences et talents*, laquelle sera remise sur le territoire national par le préfet du département du lieu de résidence.](#)

La carte *compétences et talents* peut être [retirée](#) si son titulaire n'a pas transmis à la préfecture de son domicile, dans les 6 mois suivant son entrée en France, un certificat médical établi par l'ANAEM.



LES CARTES « SALARIÉ » ET « TRAVAILLEUR TEMPORAIRE » : L'OUVERTURE À CERTAINS METIERS

Le bénéficiaire

Le travailleur ressortissant d'un Etat non membre de l'Union européenne

Le titre délivré

- carte de séjour temporaire *salarie* si le contrat de travail proposé est d'une durée au moins égale à un an
- carte de séjour temporaire *travailleur temporaire* si le contrat proposé est d'une durée inférieure à un an
- un titre prévu par un accord bilatéral (Tunisie...)

La procédure

Démarche à effectuer par l'employeur auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP)

I. LES DISPOSITIONS

Article [L. 313-10 1°](#) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

Les travailleurs ressortissants d'un Etat tiers à l'Union européenne peuvent désormais accéder sans que la situation de l'emploi soit opposable à des emplois appartenant à des métiers « en tension » pour lesquels les employeurs rencontrent des difficultés de recrutement.

Déclinée par région, une liste de 30 métiers « en tension » a été établie par un [arrêté en date du 18 janvier 2008](#), 6 métiers étant ouverts dans l'ensemble des régions de la France métropolitaine.

II. LE BENEFICIAIRE

Ce régime n'est pas applicable aux ressortissants algériens.

Dans le cadre d'accords bilatéraux conclus avec le Gabon, le Congo, le Bénin, le Sénégal et la Tunisie, la liste des métiers ouverts a été élargie. Des négociations sont en cours avec le Mali, les Philippines, Haïti ou envisagées avec d'autres pays.

III. LA PROCÉDURE

L'employeur doit solliciter l'entrée en France du salarié auprès de la [DDTEFP de l'établissement auquel le salarié sera détaché](#).

[La demande, s'il s'agit d'un métier en tension, ne peut être refusée sur le fondement de la situation de l'emploi en France.](#)

Cependant, les conditions suivantes sont vérifiées par le service de la main d'œuvre étrangère de la DDTEFP :

- la reconnaissance de qualifications et/ou d'expériences professionnelles dans le métier pour lequel l'autorisation est demandée. L'appréciation de cette exigence pourra conduire le service de main d'œuvre étrangère à saisir le consulat français compétent dans le pays d'origine du candidat afin de faire authentifier les documents produits ;

- l'adéquation entre les qualifications, l'expérience et l'emploi proposé.
- Les autres conditions d'instruction des demandes d'autorisation de travail prévues par le code du travail restent applicables, notamment celles relatives au respect par l'employeur des règles sociales et du principe d'égalité de traitement en matière de rémunération.

Lorsque toutes ces conditions sont remplies, la DDTEFP vise le contrat de travail et le transmet à l'agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM). Cette dernière procède à l'introduction du salarié en liaison avec le consulat de France concerné. Muni de son visa, l'intéressé, dès son arrivée en France, se rend à la préfecture de son lieu de résidence pour solliciter un titre de séjour qui lui est remis après avoir réalisé la visite médicale ANAEM (sauf s'il est originaire d'un pays où celle-ci se réalise avant le départ).



LA CARTE « SALARIÉ EN MISSION »

Le bénéficiaire

L'étranger salarié d'une entreprise établie à l'étranger

Le titre délivré

Une carte *salarié en mission* d'une durée de 3 ans, renouvelable

La procédure

L'employeur sollicite l'introduction du salarié auprès de la DDTEFP

I. LA DISPOSITION

Article L.313-10-5° du CESEDA.

II. LE BÉNÉFICIAIRE

La carte *salarié en mission* est destinée à un étranger salarié d'une entreprise établie à l'étranger :

- qui est détaché en France dans un autre établissement de cette même entreprise ou dans une autre entreprise, appartenant au même groupe que l'employeur ;
- ou qui est embauché temporairement par une entreprise établie en France et appartenant au même groupe que son employeur.

Le salarié étranger doit justifier d'une antériorité d'emploi effectif d'au moins 3 mois au sein de son entreprise et sa mission en France doit être de nature temporaire.

Le salarié détaché doit démontrer qu'il possède une qualification et une technicité particulières.

Dans les deux cas, le salarié doit justifier d'une rémunération brute équivalente à au moins 1,5 fois le SMIC.

III. LE TITRE DÉLIVRÉ AUX MEMBRES DE LA FAMILLE

Après que le salarié en mission a résidé de manière ininterrompue plus de six mois en France, les membres de sa famille se voient délivrer de plein droit une carte portant la mention *vie privée et familiale*, laquelle les autorise à travailler. Celle-ci est renouvelée de plein droit durant la période de validité de la carte *salarié en mission*.

IV. LA PROCÉDURE

La situation de l'emploi n'est pas opposable.

L'employeur en France doit solliciter l'introduction du salarié auprès de la DDTEFP.

Lorsque le contrat de travail ou la demande de détachement sont visés, le dossier est transmis à [l'ANAEM](#) qui l'adresse au consulat de France concerné aux fins de délivrance à l'intéressé du visa d'entrée en France.

Lorsque l'étranger arrive sur le territoire français, il doit solliciter son titre de séjour auprès de la [préfecture](#). Il est par ailleurs convoqué par l'ANAEM pour effectuer la visite médicale réglementaire.

La procédure de délivrance de la carte *salarie en mission* peut se combiner avec celle relative aux cadres dirigeants et cadres de haut niveau.



LA CARTE « SALARIE EN MISSION » POUR LES CADRES DIRIGEANTS OU DE HAUT NIVEAU

Le bénéficiaire

Le cadre dirigeant ou le cadre de haut niveau recruté par une société française appartenant à un groupe international, exerçant de grandes responsabilités impliquant une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, prenant des décisions de manière largement autonome ou percevant une rémunération mensuelle supérieure ou égale à 5 000 euros bruts

Le titre délivré

Une carte de séjour temporaire « salarié en mission », d'une durée de trois ans.

La procédure

L'employeur remet une demande d'introduction du cadre dirigeant ou du cadre de haut niveau auprès de l'ANAEM

I. LES DISPOSITIONS

Articles L.313-10-1° et 5° du CESEDA et R. 341-4-5 du code du travail.

II. LE TITRE DÉLIVRÉ AUX MEMBRES DE FAMILLE

Si le cadre dirigeant souhaite être accompagné de sa famille lors de son arrivée en France, il dépose au consulat une demande groupée de visas et de titres de séjour pour lui et sa famille. Les titres de séjour à solliciter auprès du consulat pour la venue de sa famille sont la carte de séjour temporaire portant la mention « visiteur » pour son conjoint et le document de circulation pour étranger mineur, s'agissant des enfants.

Les conjoints se sont vu offrir des facilités d'accès au travail en France en vertu de la circulaire du 7 mai 2004. Celle-ci prévoit qu'ils ne se voient pas opposer la situation de l'emploi si un employeur leur propose un contrat de travail comportant une rémunération brute mensuelle d'au moins 2 000 euros.

Les membres de sa famille peuvent enfin se voir délivrer une carte de séjour *vie privée et familiale*, à la condition toutefois, pour le cadre, de justifier d'un séjour de plus de 6 mois par an en France.

III. LA PROCÉDURE SIMPLIFIÉE D'INTRODUCTION

Grâce à une procédure simplifiée, les délais de traitement des demandes ont été réduits à moins d'un mois.

L'ANAEM joue le rôle d'interface entre l'entreprise et le salarié et entre les différentes administrations. Tout d'abord, elle transmet le dossier à la DDTEFP du lieu d'implantation de l'établissement d'accueil afin qu'il soit statué sur la délivrance de l'autorisation de travail. Ensuite, elle transfère le contrat de travail visé par la DDTEFP au consulat et à la préfecture. Enfin, lorsqu'elle est avertie par l'établissement d'accueil de la date d'arrivée en France du cadre, elle prévient la préfecture, afin que celle-ci procède à la fabrication du titre de séjour du/des intéressé(s). Une fois arrivés en France, le cadre et sa famille le cas échéant, sont convoqués à l'ANAEM pour y passer une visite médicale et se voir remettre leurs titres de séjour et de travail.



LA CARTE

« TRAVAILLEUR SAISONNIER »

Le bénéficiaire

Tout salarié étranger

Le titre délivré

Une carte de séjour temporaire d'une durée pouvant aller jusqu'à 3 ans, valant autorisation de travail pour un emploi saisonnier

La procédure

L'employeur dépose une demande auprès de la DDTEFP

I. LES DISPOSITIONS

Articles L.313-10-4° du CESEDA et L. 122-1 – 3 du code du travail.

II. LE BÉNÉFICIAIRE

L'étranger qui est titulaire d'un contrat de travail saisonnier (agricole ou non) d'une durée supérieure à 3 mois et qui s'engage à maintenir sa résidence habituelle hors de France peut bénéficier de ce dispositif.

III. LE TITRE DÉLIVRÉ

La carte de séjour temporaire d'une durée de trois ans vaut autorisation de travail dans une zone géographique déterminée et pour le métier figurant sur le contrat.

Elle permet pendant 3 ans d'entrer en France pour y effectuer des travaux saisonniers pour une durée maximale de 6 mois sur 12 mois consécutifs.

L'étranger peut cumuler plusieurs contrats de travail saisonnier successifs. Chacun de ces contrats est visé par la DDTEFP. La seule condition est de ne pas demeurer plus de six mois par an en France.

Après sa première entrée en France, le travailleur est dispensé de toute demande de visa puisqu'il est titulaire d'une carte de séjour.

La carte n'ouvre pas droit au bénéfice du regroupement familial.

IV. LA PROCÉDURE

Le principe de l'opposabilité de la situation de l'emploi est applicable.

L'employeur dépose auprès de la DDTEFP une demande d'introduction de main d'œuvre saisonnière étrangère. .

Lors de chaque introduction, le contrat doit être visé par le service de main d'œuvre étrangère de la DDTEFP qui procède aux vérifications habituelles.

V. LES ACCORDS CONCLUS AVEC LE MAROC, LA TUNISIE ET LA POLOGNE

L'introduction et l'emploi de travailleurs **saisonniers agricoles** sont régis par trois accords de main d'œuvre conclus avec le Maroc, la Tunisie et la Pologne. Ceux-ci permettent une procédure d'introduction simplifiée, via [l'ANAEM](#).

Le contrat de travail visé par la DDTEFP est envoyé à l'ANAEM à charge pour elle de faire passer la visite médicale à l'intéressé avant son départ et de lui faciliter la délivrance de son visa en liaison avec le consulat auquel elle adresse copie du contrat de travail.

A l'issue de son contrat et à son retour dans son pays d'origine, le travailleur saisonnier se fait enregistrer auprès de la représentation de l'ANAEM.



LA CARTE

« SCIENTIFIQUE »

Le bénéficiaire

Le ressortissant d'un pays tiers à l'Union européenne, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur au moins équivalent au niveau master qui se livre à des activités de recherche ou d'enseignement.

Le titre délivré

Une carte de séjour temporaire portant la mention *scientifique*

La procédure

Le titre est délivré par les services préfectoraux sur la base d'une convention d'accueil

I. LA DISPOSITION

Article L. 313-8 du CESEDA.

II. LA PROCÉDURE

L'étranger doit produire une convention d'accueil conclue avec un établissement de recherche ou d'enseignement agréé à cet effet. Celle-ci dispense son titulaire de l'obligation d'obtenir une autorisation de travail ou un contrat de travail visé par la DDTEFP, puisqu'elle atteste de la qualité du chercheur et de la durée envisagée de ses travaux de recherche.

La carte de séjour temporaire est délivrée par les services préfectoraux sur présentation du visa de long séjour requis et de la convention d'accueil visée par le consulat de France dans le pays d'origine.

Si le demandeur envisage de préparer une thèse doctorale parallèlement à ses travaux de recherche ou d'enseignement, il devra en plus justifier d'un contrat souscrit avec l'organisme d'accueil. Ce contrat, qui ne requiert pas l'avis de la DDTEFP, doit être lié à l'exercice de la mission de recherche ou d'enseignement supérieur prévue par la convention d'accueil.

Le chercheur titulaire de la carte *scientifique* bénéficie sous certaines conditions d'un droit à la mobilité intra-européenne pour effectuer une partie de ses travaux de recherche dans un autre Etat membre.

III. AUTRE POSSIBILITÉ

L'étranger chercheur peut également obtenir une carte *compétences et talents* (cf. p. 1).



L'ACCÈS AU TRAVAIL DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS¹

Plusieurs cas doivent être distingués :

1. L'accès au travail pendant les études

I. LE BENEFICIAIRE

L'étudiant étranger

II. LE DROIT ACCORDE

L'étudiant étranger a la possibilité de travailler à titre accessoire sous couvert du titre de séjour *étudiant*, dans la limite de 60% de la durée légale de travail annuelle, soit 964 heures par an

III. LA PROCEDURE

L'employeur effectue une déclaration nominative d'emploi auprès de la préfecture qui a délivré le titre de séjour *étudiant*, au moins 2 jours avant le début d'effet du contrat de travail. Cette déclaration préalable est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique

¹ Ces dispositions ne sont pas applicables aux étudiants de nationalité algérienne

2. L'accès au travail à l'issue des études

I. LE BENEFICIAIRE

L'étudiant étranger

II. LE TITRE DELIVRE

Une carte de séjour *compétences et talents* ou une carte de séjour portant la mention *salarié*

III. LA PROCEDURE

a) Pour obtenir une carte *compétences et talents*, l'étudiant doit déposer une demande en préfecture, assortie d'un projet. La carte est valable trois ans, renouvelable et permet le regroupement familial immédiat (cf. p. 1). La situation de l'emploi n'est pas opposable.

b) L'étudiant muni d'un contrat de travail dépose une demande de changement de statut pour exercer une activité salariée en rapport avec les études suivies. Si l'emploi pour lequel le changement de statut est demandé correspond à l'un des métiers dits « en tension », la demande d'autorisation de travail sera instruite sans opposition de la situation de l'emploi.

3. L'accès au travail de l'étudiant ayant obtenu un diplôme équivalent à un master

I. LE BENEFICIAIRE

L'étudiant qui a obtenu en France un diplôme équivalent au grade de master.

II. LE TITRE DELIVRE

Une autorisation provisoire de séjour de 6 mois est délivrée. L'étudiant peut alors :

- effectuer des démarches en vue de trouver un emploi en France correspondant à ses études ;
- exercer comme auparavant une activité professionnelle quelle qu'elle soit, dans la limite de 60% de la durée de travail annuelle, soit 964 heures dans l'année
- commencer à travailler à temps plein s'il a trouvé un emploi participant au développement économique de la France et de son pays d'origine, en relation avec sa formation et rémunéré au moins à hauteur de 1,5 fois le SMIC.

III. LA PROCEDURE

L'étudiant étranger demande la délivrance de l'autorisation provisoire de séjour à la préfecture de son lieu de résidence. 15 jours après la conclusion d'un contrat de travail répondant aux critères ci-dessus, il doit solliciter une CST salarié.

La demande d'autorisation de travail est instruite sans opposition de la situation de l'emploi.



SUPPRESSION DU CARACTÈRE PREALABLE DE LA VISITE MÉDICALE

Le principe

L'étranger introduit en France comme salarié doit présenter un contrat de travail visé et obtenir un certificat médical de l'ANAEM. Cette visite médicale s'effectue en France.

La procédure

Désormais, la loi du 20 novembre 2007 modifiant l'article L. 341-4 du code du travail, a supprimé le caractère préalable du certificat médical.

Ainsi, le salarié étranger muni de son contrat de travail visé peut exercer son activité professionnelle dès son arrivée en France.

Néanmoins, son autorisation de travail peut lui être retirée s'il ne s'est pas fait délivrer dans un délai de trois mois le certificat médical.

La même procédure a été introduite pour les titulaires de la carte *compétences et talents* pour lesquels le certificat médical peut aussi être obtenu *a posteriori* dans un délai de six mois.



ADRESSES UTILES

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTÉGRATION, DE L'IDENTITÉ NATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

101, rue de Grenelle - 75323 Paris cedex 07

Tél. standard : 01 77 72 61 00 - www.immigration.gouv.fr

Direction de l'immigration (DIMM)

Sous-direction du séjour et du travail (SDST)

Bureau de l'immigration professionnelle (BIP)

Service des affaires internationales et du développement solidaire (SAIC)

PREFECTURES

Coordonnées des préfetures sur le site : www.interieur.gouv.fr

AMBASSADES DE FRANCE ET CONSULATS FRANÇAIS A L'ETRANGER

Coordonnées des ambassades et consulats sur le site : www.diplomatie.gouv.fr

ANAEM

Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations

44, rue Bargue - 75732 Paris cedex 15

tél. : 01 53 69 53 70 - www.anaem.fr

DDTEFP

Coordonnées des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sur le site : www.travail-solidarite.gouv.fr

AFII

Agence française pour les investissements internationaux

77, boulevard Saint-Jacques - 75680 Paris cedex 14

Tél. standard : 01 44 87 17 17 - www.invest-in-france.org

*Ce document a été réalisé par la Mission communication du
Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du
développement solidaire
mission.communication@iminidco.gouv.fr*

ANNEXE 2

CARTE COMPETENCES ET TALENTS : OBJECTIFS QUANTITATIFS POUR 2008

Départements/Régions	Objectif
ALSACE	20
Bas Rhin	16
Haut Rhin	4
AQUITAINE	24
Dordogne	1
Gironde	17
Landes	1
Lot et Garonne	1
Pyrénées Atlantiques	4
AUVERGNE	15
Allier	3
Cantal	-
Haute Loire	-
Puy de Dôme	12
BOURGOGNE	7
Côte d'Or	4
Nièvre	1
Saône et Loire	1
Yonne	1
BRETAGNE	23
Côte d'Armor	2
Finistère	6
Ille et Vilaine	13
Morbihan	2
CENTRE	21
Cher	1
Eure et Loir	2
Indre	2
Indre et Loire	9
Loiret	6
Loir-et-Cher	1
CHAMPAGNE ARDENNE	9
Ardennes	-
Aube	2
Marne	7
Haute Marne	-

Départements/Régions	Objectif
CORSE	4
Corse du sud	2
Haute Corse	2
FRANCHE COMTE	10
Doubs	7
Jura	-
Saône	-
Territoire de Belfort	3
ILE DE FRANCE	504
Paris	246
Seine et Marne	15
Yvelines	24
Essonne	16
Hauts-de-Seine	129
Seine Saint Denis	30
Val de Marne	24
Val d'Oise	20
LANGUEDOC ROUSSILLON	34
Aude	-
Gard	3
Hérault	24
Lozère	-
Pyrénées Orientales	7
LIMOUSIN	6
Corrèze	2
Creuse	-
Haute Vienne	4
LORRAINE	16
Meurthe et Moselle	9
Meuse	-
Moselle	6
Vosges	1
MIDI PYRENEES	35
Ariège	1
Aveyron	1
Haute Garonne	28
Gers	1
Lot	1
Haute Pyrénées	1
Tarn	1
Tarn et Garonne	1
NORD PAS DE CALAIS	37
Nord	31
Pas de Calais	6

Départements/Régions	Objectif
BASSE NORMANDIE	7
Calvados	5
Manche	1
Orne	1
HAUTE NORMANDIE	16
Eure	2
Seine Maritime	14
PAYS DE LA LOIRE	24
Loire Atlantique	11
Maine et Loire	9
Mayenne	1
Sarthe	3
Vendée	-
PICARDIE	15
Aisne	2
Oise	7
Somme	6
POITOU CHARENTES	9
Charente	-
Charente-Maritime	4
Deux Sèvres	1
Vienne	4
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	56
Hautes Alpes	1
Alpes de Haute Provence	-
Alpes Maritimes	24
Bouches du Rhône	24
Var	5
Vaucluse	2
RHONE-ALPES	87
Ain	5
Ardèche	-
Drôme	2
Isère	25
Loire	6
Rhône	41
Savoie	4
Haute Savoie	4
DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER	20
Guadeloupe	1
Guyane	16
La Réunion	2
Martinique	1

ANNEXE 3

LISTE DES METIERS OUVERTS PAR ACCORDS BILATERAUX

1 - AVEC LE GABON

Informaticien expert chef de projet
Informaticien expert
Conseiller en assurances
Rédacteur juridique en assurances
Attaché commercial bancaire
Cadre de l'audit et du contrôle comptable et financier
Cadre technique d'entretien et de maintenance
Chef de chantier du bâtiment et des travaux publics
Chargé d'études techniques du bâtiment et des travaux publics

2 - AVEC LE BENIN

Informaticien chef de projet
Informaticien expert
Conseiller en assurances
Rédacteur juridique en assurances
Attaché commercial bancaire
Cadre de l'audit et du contrôle comptable et financier
Cadre technique d'entretien et de maintenance
Chef de chantier du bâtiment et des travaux publics
Chargé d'études techniques du bâtiment et des travaux publics

3 - AVEC LE CONGO

Informaticien chef de projet
Informaticien d'exploitation
Informaticien expert
Cadre technique d'entretien et des travaux publics
Chef de chantier du bâtiment et des travaux publics
Chargé d'études techniques du bâtiment et des travaux publics
Ingénieur d'affaires
Ingénieur d'études –recherche et développement pour l'industrie
Ingénieur méthodes et ordonnancement
Cadre de l'audit et du contrôle comptable et financier
Cadre de la comptabilité
Attaché commercial en services auprès des entreprises
Agent d'encadrement et de maintenance
Cadre technico-commercial
Cadre technique de la production

4 - AVEC LE SENEGAL

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

- Chargé d'études techniques du BTP
- Chef de chantier du BTP
- Conducteur d'engins de chantier du BTP et du génie civil
- Conducteur d'engins de levage du BTP
- Conducteur de travaux du BTP
- Dessinateur du BTP
- Géomètre
- Monteur en structures bois (charpentier)
- Monteur en structures métalliques
- Ouvrier du béton
- Ouvrier de l'extraction solide
- Ouvrier des travaux publics

AGRICULTURE, MARINE, PECHE

- Eleveur hors sol (éleveurs de porcs, lapins, volailles)
- Conducteur d'engins d'exploitation agricole et forestière

PECHE MARITIME

- Matelot à la pêche
- Marin de la navigation maritime (pêche seulement)

MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX

- Opérateur-régleur sur machine-outil
- Ajusteur mécanicien
- Stratifieur-mouliste (mouleur stratifieur)
- Mécanicien d'engins de chantier, de levage et manutention et de machines agricoles
- Dessinateur-projet construction mécanique
- Dessinateur de la construction mécanique et du travail des métaux
- Technicien de fabrication de la construction mécanique et du travail des métaux
- Technicien qualité de la construction mécanique et du travail des métaux
- Installateur-maintenicien en ascenseurs (et autres système mécaniques)

ELECTRICITE, ELECTRONIQUE

- Dessinateur-projeteur en électricité et électronique
- Dessinateur en électricité et électronique
- Technicien de contrôle-essai-qualité en électricité et électronique

MAINTENANCE

- Inspecteur de mise en conformité
- Maintenicien en électronique

TRANSPORTS, LOGISTIQUE ET TOURISME

- Technicien de méthodes-ordonnancement-planification de l'industrie

INDUSTRIES DE PROCESS

- Pilote d'installation des industries chimiques et de production d'énergie
- Opérateur sur machines et appareils de fabrication des industries agroalimentaires
- Pilote d'installation de production de matière verrière

Opérateur de formage (transformation) du verre
Pilote d'installation de production cimentière
Opérateur de production de céramique et de matériaux de construction
Opérateur de production de panneaux à base de bois
Opérateur de transformation des viandes (Abattage, préparation et conditionnement)
Opérateur de fermentation artisanale (Production de vin, cidre, bière, fromages...)
Technicien de production des industries de process

MATERIAUX SOUPLES, BOIS, INDUSTRIES GRAPHIQUES (INDUSTRIES LEGERES)

Conducteur de machine de fabrication des industries de l'ameublement et du bois (et matériaux associés)
Façonneur bois et matériaux associés (production de série)
Monteur d'ouvrages en bois et matériaux associés (production de série)
Technicien des industries de l'ameublement et du bois

GESTION, ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Cadre de l'audit et du contrôle comptable et financier

INFORMATIQUE

Informaticien d'étude (dont chef de projet)
Informaticien expert

BANQUE ET ASSURANCES

Responsable d'exploitation en assurances

COMMERCE

Technicien de la vente à distance
Attaché commercial en biens intermédiaires et matières premières
Marchandiseur (conception de points de vente et de rayons)

SERVICES AUX PARTICULIERS ET AUX COLLECTIVITES

Laveur de vitres spécialisé
Agent d'entretien et nettoyage urbain
Agent d'entretien et d'assainissement

5 - AVEC LA TUNISIE

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Monteur en structures bois (charpentier)
Couvreur
Dessinateur du BTP
Géomètre
Chargé d'études techniques du BTP
Chef de chantier du BTP
Conducteur de travaux du BTP
Opérateur de production de céramiques et de matériaux de construction
Monteur en structures métalliques

HOTELLERIE, RESTAURATION ET ALIMENTATION

Gouvernant en établissement hôtelier (spécialité : Gouvernant d'étage)

Cuisinier
Employé polyvalent de restauration
Serveur en restauration
Employé en terminal de cuisson (boulangerie, viennoiserie)
Barman (spécialité : commis de bar)
Prép prod pâtisserie-confiserie

MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX

Monteur en structures métalliques
Agent de découpage des métaux
Chaudronnier-tôlier
Stratifieur-mouliste
Opérateur-régleur sur machine-outil
Mécanicien d'engins de chantier, de levage et manutention et de machines agricoles
Dessinateur-projet construction mécanique
Dessinateur de la construction mécanique et du travail des métaux
Technicien de fabrication de la construction mécanique et du travail des métaux
Technicien qualité de la construction mécanique et du travail des métaux

ELECTRICITE, ELECTRONIQUE

Contrôleur en électricité et électronique
Agent d'encadrement de production électrique et électronique
Dessinateur-projeteur en électricité et électronique
Dessinateur en électricité et électronique
Technicien de contrôle-essai-qualité en électricité et électronique

MAINTENANCE

Poly-maintenicien
Technicien d'installation d'équipements industriels et professionnels
(spécialité : technicien en électronique)
Technicien d'installation d'équipements industriels et professionnels
(spécialité : technicien en télécommunication)
Installateur-maintenicien en systèmes automatisés
Installateur-maintenicien en ascenseurs (et autres systèmes automatiques)
Inspecteur de mise en conformité
Maintenicien des systèmes thermiques, climatiques et frigorifiques
Maintenicien en électronique

INGENIEURS, CADRES DE L'INDUSTRIE

Cadre technique de la production
Cadre technique d'entretien, maintenance, travaux neufs

TRANSPORTS, LOGISTIQUE ET TOURISME

Technicien de méthodes-ordonnancement-planification de l'industrie
Responsable logistique

INDUSTRIES DE PROCESS

Opérateur sur machines et appareils de fabrication des industries alimentaires
Opérateur de formage (transformation) du verre
Pilote d'installation de production cimentière
Technicien de production des industries de process

Opérateur de transformation des viandes (abattage, préparation et conditionnement)

MATERIAUX SOUPLES, BOIS, INDUSTRIES GRAPHIQUES (INDUSTRIES LEGERES)

Conducteur de machine de fabrication des industries de l'ameublement et du bois (et matériaux associés)

Façonneur bois et matériaux associés (production de série)

Agent d'encadrement des industries, de l'ameublement et du bois

Opérateur de production de panneaux à base de bois

Technicien des industries de l'ameublement et du bois

GESTION, ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Consultant en formation

Cadre de la comptabilité

Cadre de l'audit et du contrôle comptable et financier

Cadre financier spécialisé

Analyste de gestion

Cadre de la gestion des ressources humaines

Juriste

Chargé d'analyses et de développement (spécialité : économie)

INFORMATIQUE

Informaticien d'exploitation (spécialité : technicien en informatique de gestion)

Informaticien d'étude

Informaticien expert

Organisateur informaticien

ETUDES ET RECHERCHE

Cadre technique d'études scientifiques et de recherche fond.(spécialité : physicien)

Cadre technique d'études scientifiques et de recherche fond.(spécialité : chimiste)

BANQUE ET ASSURANCES

Conseiller en crédit bancaire

Responsable d'exploitation en assurances

COMMERCE

Technicien de la vente à distance

Attaché commercial en biens intermédiaires et matières premières

Marchandiseur

Cadre technico-commercial

ENSEIGNEMENT, FORMATION

Enseignant d'enseignement général (spécialité : Enseignant lettre arabe)

Enseignant d'enseignement général (spécialités : Mathématique-Physique- Chimie)

TELECOMMUNICATIONS

Ingénieur des télécommunications

Technicien d'installation d'équipements industriels et professionnels
(technicien d'installation en télécommunications)

AGRICULTURE

Arboriculteur- viticulteur

ANNEXE 4

ASSOUPLISSEMENTS AU BENEFICE DES ETUDIANTS SELON LES ACCORDS BILATERAUX

Tableau des dispositions particulières relatives à l'autorisation provisoire de séjour prévue à l'article L.311-11 du CESEDA :

	Durée de l'autorisation provisoire de séjour	Possibilité de renouvellement	Diplôme permettant la délivrance de l'APS
Droit commun	6 mois	non	master obtenu en France
Accord Congo	9 mois	non	master obtenu en France
Accord Gabon	9 mois	une fois	master obtenu en France
Accord Bénin	6 mois	une fois	master obtenu en France
Accord Sénégal			
Accord Tunisie	6 mois		Master ou licence professionnelle, obtenus en France ou en Tunisie dans un établissement français lié à la France par un accord de codiplomation

ANNEXE 5

TABLEAU DE BORD

ANNEE 2008

PREFECTURE :

	Nombre de demandes présentées		Nombre de cartes délivrées (ou de décisions favorables)	
Carte compétences et talents				
Carte travailleur saisonnier				
Carte salarié en mission				
Carte salarié dans les métiers en tension	NEM	Pays tiers	NEM	Pays tiers
Autorisation provisoire de 6 mois étudiants suivie d'un éventuel changement de statut				